

LISTE DES USAGERS

PROGRAMME

Voici notre programme, ou plus exactement une première version appelée à s'enrichir. Il concerne principalement le transport, la compétence première de la Région, mais également les autres domaines dans lesquels le Conseil Régional possède des moyens d'action comme le développement économique ou la culture et l'environnement. Dans tous les cas, nous nous plaçons « du point de vue de l'utilisateur ».

Nous sommes La Liste Des Usagers et donc... nous comptons sur vous pour enrichir ou amender ce programme. Faites-nous part de vos remarques, un grand merci d'avance ! Voici notre page contact : <https://listedesusagers.wordpress.com/a-propos/>

Nos engagements :

1) Les usagers au pouvoir !

La Région Ile-de-France, comme beaucoup d'autres, est conduite par la technocratie et les intérêts partisans... le point de vue des habitants est ignoré ! Nous exigerons que la Région consulte les personnes concernées par ses décisions. À écouter les usagers des transports, les parents des lycéens, les apprentis et leurs employeurs, les personnes formées ou accueillies par les associations qu'elle finance. Les élus de la Liste des Usagers donneront l'exemple ! Nous consulterons les Franciliens, par internet, sur chaque sujet proposé au vote. Nous animerons chaque année dans chaque département un débat public sur les impôts, le budget, les priorités de la Région.

2) Non à la gabegie du Grand Paris Express, oui à l'amélioration immédiate du réseau francilien.

Stop aux projets pharaoniques poussés par les seuls intérêts politico-économiques ! Regardons d'abord les besoins des usagers, des habitants. Nous pourrions avoir des transports publics réguliers, accessibles à tous en grande sécurité, avec des correspondances réussies ... pour bien moins que les 27 ou 35 milliards aujourd'hui prévus pour le « Grand Paris Express » ! Au contraire, les deux partis au pouvoir préfèrent imaginer des lignes futures, qu'ils inaugureront vers 2030... Et pendant ce temps, le réseau se délabre. Nous y veillerons dans tous les domaines, transports, lycées, apprentissage, formation professionnelle, entreprises...: l'argent public doit aller à ce qui sera le plus utile aux Franciliens !

3) Indépendance et transparence

Les partis au pouvoir utilisent les listes régionales pour recaser leurs obligés... Ainsi, trop d'élus dépendent des partis, au lieu de dépendre des citoyens. Usagers actifs dans la société civile, indépendants des partis, nous représenterons directement les Franciliens. Chaque élu publiera ses votes en expliquant les raisons de ses choix. Cela permettra à chaque Francilien de les discuter ou de faire des propositions. Nous serons transparents sur nos indemnités, activités, notes de frais. Nous pousserons la Région et les structures qu'elle finance, à rendre leurs données visibles de tous : *l'open data*. En commençant par les dysfonctionnements des transports en commun !

LISTE DES USAGERS

L'usager des transports demande mieux, comment faire ?

Les transports en commun constituent le domaine d'action privilégié de la Région, celui où elle peut vraiment agir et améliorer les choses. Le STIF (Syndicat des transports d'Île-de-France), qui chapote la RATP et la SNCF est, selon la loi, « l'autorité organisatrice des transports en Île-de-France », et la Région y est majoritaire au conseil d'administration et le préside.

Gérons les priorités : non au Grand Paris Express, oui au renforcement des lignes existantes

- Non au Grand Paris Express, qui consiste à dépenser 30 milliards d'euros pour construire 200 km de lignes qui ne répondent pas à des besoins réels (hormis les prolongements des lignes 11 et 14), et mettons plutôt le paquet sur le renforcement des lignes existantes.

Des transports en commun ponctuels, réguliers, propres et de qualité grâce à :

1) Une augmentation des investissements

- Investir maintenant plutôt que de se lancer dans le Grand Paris et remettre en état le réseau existant, qui en a grandement besoin.
- Moderniser et automatiser les lignes de trains et métros : installer des portes palières pour améliorer la sécurité des usagers (nous ne devons plus accepter d'accidents graves de voyageurs) et automatiser les lignes (afin d'augmenter les fréquences des trains, améliorer la fluidité et la régularité du trafic).

2) Hausser le niveau d'exigence du STIF envers la RATP et la SNCF

- Y compris en ayant plus souvent recours à des pénalités financières envers la RATP et la SNCF. Il faut se baser sur les clauses d'un contrat commercial classique, où la non réalisation du contrat entraîne de pénalités ; et supprimer toute clause comportant des bonus (c'est l'argent du contribuable !).

3) La mise en concurrence

- Une directive européenne prévoit l'ouverture à la concurrence des transports régionaux en 2019, on en profitera pour étudier les propositions des nouveaux opérateurs afin d'améliorer l'offre globale.

Améliorer l'accessibilité des transports en commun pour les personnes à mobilité réduite

- L'effort dans ce domaine doit être poursuivi et amplifié et devenir un objectif de la mandature. Selon le STIF, 12% de la population francilienne âgée de 5 ans et plus sont en situation de handicap (toutefois, moins de 5% disposent d'une reconnaissance administrative de leur handicap). A ce chiffre il faut ajouter les personnes ayant des problèmes de santé temporaires et les femmes enceintes (2%), les personnes qui se déplacent régulièrement avec des enfants en bas âge et modifient leurs comportements de déplacement dans ce cas (5,5%).

LISTE DES USAGERS

Renforcer la sécurité des transports en commun avec la Police régionale des transports

- Augmenter les effectifs de la Police régionale des transports.
- Généraliser le « SMS sécurité » pour signaler toutes les infractions et avoir une meilleure connaissance des « points noirs ».
- Généraliser les caméras de vidéosurveillance dans les voitures.

Oui à la liberté dans les transports (nouvelles lignes de bus privées, autopartage, covoiturage, VTC, etc.)

- La Région fera en sorte de favoriser et de défendre toutes les innovations qui facilitent le transport comme les applications ou les startups qui développent le transport en commun urbain, le covoiturage, etc.
- La loi Macron libéralise les lignes de bus au-dessus de 100 km, en-dessous la Région peut mettre son veto. Nous nous engageons à ne pas user de ce droit de veto de façon à favoriser l'émergence de nouvelles lignes de bus en Île-de-France.

Oui à la transparence avec l'*open data*

- La Région mettra en accès public l'ensemble des informations concernant les transports en Île-de-France dans un souci de transparence et pour que chacun puisse intervenir dans ce débat. Dans cette optique, les indicateurs de régularité et de ponctualité publiés par le STIF devront être revus : ils devraient être produits et contrôlés par une autorité indépendante des opérateurs ferroviaires et du STIF. Par ailleurs, le STIF et les opérateurs ferroviaires ne doivent pas siéger dans l'AQST (Autorité de la Qualité de Service dans les Transports) pour éviter tout conflit d'intérêt.
- Faisons la vérité sur la pollution aux particules fines dans les transports en commun, et aux moyens d'y remédier. L'Anses (agence nationale en charge de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), conclut dans un rapport à « l'existence d'un risque sanitaire respiratoire et cardiovasculaire lié à l'exposition chronique des travailleurs aux particules de l'air des enceintes ferroviaires souterraines (EFS). »

Oui au libre choix de son moyen de transport (arrêtons de harceler la voiture !)

- Il ne faut pas opposer la voiture au transport en commun, chacun doit pouvoir choisir en fonction de ses besoins.
- Nous ne défendons pas la circulation alternée, le meilleur moyen de lutter contre la pollution consiste à offrir des transports en commun de qualité et sécurisés, et non à harceler les automobilistes.
- L'usage du vélo se développe, accompagnons-le en construisant des pistes cyclables et des parkings à vélo surveillés dans les gares.
- Soyons à l'avant-garde en anticipant la prochaine mise en circulation des véhicules entièrement autonomes (prévus pour 2017 à 2020 par plusieurs constructeurs). Des premières autorisations de circulation ont été obtenues pour la Google Car aux Etats Unis. L'avantage : auto-partage, fluidification du trafic, amélioration de la sécurité, diminution du stress et du nombre de véhicules, etc.

LISTE DES USAGERS

L'usager qui travaille, ou qui recherche du travail, demande mieux, comment faire ?

Non au Grand Paris Express, qui va peser sur le dynamisme économique de l'Île-de-France

- Les 30 milliards d'euros du Grand Paris Express vont être notamment financés par la Taxe locale sur les bureaux (TLB), alors que ce secteur ne se porte déjà pas très bien. Il y aura aussi la TSE (Taxe spéciale d'équipement) payée par les entreprises et les particuliers propriétaires, et de nouvelles taxes sont en outre à prévoir. Les coûts de fonctionnement de ces 200 km de lignes seront assurés par le Versement transport (VT), il faudra donc prévoir son augmentation. Ces taxes vont peser sur les entreprises et donc sur l'emploi, il faut absolument l'éviter.

La Région « numéro vert » des entreprises

- La Région doit sortir d'une logique de subvention, qui s'adresse à un petit nombre de bénéficiaires, et fait peser le soupçon du favoritisme, pour passer à une logique d'aide aux entreprises qui connaissent des difficultés sur un certain nombre de sujets précis (problème de RSI, le compte pénibilité, comment obtenir le CICE, la conciliation fiscale, etc.). Cette façon de faire est en fait celle des Chambres de commerce, qui accompagnent les entreprises. Il faut s'inspirer de ce modèle.

Simplification et rationalisation : la Région doit travailler main dans la main avec la Chambre de commerce et d'industrie

- Avec la loi NOTRe, le département perd en grande partie la compétence économique. Désormais deux entités agissent pour le développement économique au niveau de l'Île-de-France : la Région et la CCI (Chambre de commerce et d'industrie). Dans un souci de rationalisation et de simplification, dans une logique de guichet unique, elles doivent donc travailler main dans la main.

Pour un développement du territoire plus équilibré : le très haut débit pour tous les Franciliens

- Il faut accélérer le raccordement au très haut débit pour tous les Franciliens de façon éviter la fracture numérique et permettre, par exemple, le développement du télétravail.
- Il faut favoriser la création de pépinières d'entreprises dans toute l'Île-de-France pour gagner la bataille de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Elles devront être implantées notamment dans la petite et la grande couronne. Ce n'est pas la Région qui choisira les projets, ce n'est pas son métier, mais les responsables de la pépinière (CCI, investisseurs privés, chefs d'entreprises), qui lui rendront compte. 95% des entreprises installées dans des pépinières sont pérennes après trois années d'existence, soit un taux nettement supérieur à la moyenne (selon le rapport d'activité 2014 de la CCI)

Oui à un grand projet fédérateur : l'Exposition universelle Paris 2025

- Plutôt que les Jeux olympiques, très coûteux et concentrés dans le temps, la Région soutiendra l'Exposition universelle Paris 2025 mieux à même de mettre en valeur toutes les ressources de l'Île-de-France, et qui ne demande pas de financement public.

LISTE DES USAGERS

L'usager du logement attend mieux, comment faire ?

Le logement social ne peut pas constituer la seule réponse au mal-logement

- Les classes moyennes sont exclues des logements sociaux, et seule une partie des ménages à faible revenu y accèdent effectivement. Il faut sortir d'une logique trop collectiviste et faire en sorte que le marché privé fonctionne mieux et construise plus (pour faire baisser les prix).

Défendons la démocratie locale contre l'interventionnisme étatique qui impose des constructions contre l'avis des habitants

- Non aux OIN (Opérations d'intérêt général) que veut imposer le gouvernement (la liste sera annoncée en octobre par le Premier ministre), et plus généralement non aux constructions imposées contre l'avis du maire et des élus municipaux, représentants des habitants de la commune.

L'usager qui apprend et se forme attend mieux, comment faire ?

Renforcer la sécurité dans les lycées

- Il faut développer des outils comme le « SMS sécurité » pour lutter contre l'insécurité.

Relancer l'apprentissage et la formation professionnelle

- La Région doit améliorer son action dans ce domaine, ne serait-ce que pour compenser la baisse des effectifs que l'on déplore depuis quelques années.

L'usager de la culture et du patrimoine demande mieux, comment faire ?

Faciliter l'accès à la culture

- Notamment en finançant des sorties scolaires dans les musées et les monuments de l'Île-de-France.
- Maintenir le budget et les missions de l'Orchestre National d'Île-de-France.

Soutenir les associations qui défendent le patrimoine

- Par exemple, soutenir les associations qui s'opposent à la construction de la Tour Triangle qui va défigurer la perspective du sud-ouest parisien, qui dénoncent l'interdiction faite à la Salle Pleyel de jouer de la musique classique, qui s'opposent à la destruction de l'église Sainte-Rita (Paris 15^e), etc.

LISTE DES USAGERS

L'usager demande mieux pour son environnement, comment faire ?

Soutenir la biodiversité et l'agriculture biologique

- Outre des aides ciblées, la Région est responsable des cantines des lycées, elle peut donc agir dans ce sens.

Préservez le patrimoine naturel et la biodiversité

- Les Régions ont compétence pour créer des réserves naturelles, la préservation de la biodiversité est essentielle. La Région doit mieux faire connaître les Parcs naturels régionaux (Haute Vallée de Chevreuse, Gâtinais français, Vexin français, Oise-Pays de France, et un cinquième en cours de création : le PNR de la Brie et des Deux Morin). Nous prenons l'engagement qu'à la fin de la mandature il n'y aura pas moins d'espaces verts ni de terres agricoles.

Plus de transparence dans la gestion des déchets

- *Open data* sur les rejets des centres de traitement des déchets. La Seine-et-Marne accueille une grande partie des déchets de l'Île-de-France, cela doit cesser (et les volumes de déchets exploseraient avec la construction du Grand Paris Express, raison de plus pour ne pas le faire).

Lutter contre le bruit

- Lutter aussi bien contre le bruit lié aux activités économiques en général (chantiers, bars et restaurants) que les nuisances sonores (rodéos, fauteurs de trouble). La Région aidera les associations ou les personnes à porter plainte pour obliger les forces de l'ordre à intervenir.

L'usager citoyen attend mieux, comment faire ?

Oui à une gestion saine, non à une hausse de la pression fiscale

- La Région doit s'interdire toute hausse de la fiscalité et diminuer ses dépenses de façon à ramener son budget à l'équilibre, tout en finançant le Navigo à tarif unique.
- Les organismes associés servent trop souvent à recaser des amis politiques, il faut une sévère rationalisation, et en supprimer plusieurs.
- Il faut rompre avec une politique clientéliste et diminuer les subventions aux associations (537 millions d'euros en 2014 !). Il faut une politique claire et transparente dans l'attribution des subventions aux associations, les critères d'attributions seront rendus publics et le nombre d'adhérents ou de bénéficiaires constitueront des éléments fondamentaux.
- La Région doit rationaliser son parc immobilier.

LISTE DES USAGERS

Transparence dans la gestion et charte des élus

- Transparence et *open data* sur les processus décisionnels de la Région, de façon à ce que les Franciliens puissent intervenir et donner leur avis sur tous les dossiers qui passent devant l'assemblée régionale. Il faut prendre en compte les avis des Franciliens via la mise en place d'une plateforme citoyenne participative.
- Transparence et *open data* sur le train de vie des élus.

Donnons la parole aux Franciliens avec le référendum local

- Le référendum est ouvert à toutes les collectivités territoriales depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 (art. 72-1 al. 2 de la Constitution), il ne faut pas hésiter à l'utiliser !